

Quand la pluie enterre les pauvres : Faut-il déplacer les favelas de Rio de Janeiro ?

Benoît DE L'ESTOILE

Les fortes pluies du 5 et 6 avril dernier ont fait plus de 250 morts dans l'État de Rio de Janeiro, réactivant le débat sur la place des favelas dans l'espace de la ville. Les autorités proposent le déplacement de plusieurs d'entre elles et le transfert de leurs populations vers la périphérie. Ces mesures soulèvent de complexes enjeux politiques et sociaux.

Rio de Janeiro compte encore ses plaies après les pluies du 5 et 6 avril : plus de 250 morts et disparus, des centaines de blessés, et officiellement 13 000 sans abri, nombre sous évaluant sans doute tous ceux qui ont trouvé refuge chez des proches, sans compter les routes effondrées.

Comment une pluie, certes inhabituelles par son volume¹ peut-elle avoir des conséquences aussi dramatiques et faire autant de victimes ? À Rio, cette « catastrophe naturelle » a déclenché un important débat politique. A la suite de ce drame, une des pires catastrophes causées par les pluies de l'histoire de Rio (même s'il y a eu près de 300 morts en 1966, puis en 1988), certains s'efforcent de relancer une politique ancienne d'urbanisme radical, proposant de raser systématiquement les *favelas* situées dans des zones à risque et de transférer leur population en mobilisant des programmes de relogement. Pour qui connaît un peu de l'intérieur le monde de la favela, de tels projets apparaissent problématiques.

¹ Près de 320 mm sont tombés sur certains quartiers de la ville en 24h, alors que la pluviométrie normale en avril est de 150 mm pour tout le mois.

« Catastrophe naturelle » et politique urbaine

Contrairement aux images de carte postale, la pluie tropicale est familière à Rio. Le relief de Rio de Janeiro explique pour une part la fréquence et l'intensité des inondations. Ce qui donne son caractère unique au site sont les massifs rocheux en gneiss, dont le Corcovado et le Pain de sucre sont les plus connus, couverts d'une faible couche de terre qui retient peu les précipitations, si bien que l'eau descend très vite sur l'étroite bande de terre où se situe la ville, entre la montagne et la mer, donnant lieu des inondations spectaculaires qui transforment les rues en rivières, emportent les voitures et provoquent d'importants dégâts.

Pourtant, les victimes du mois d'avril n'ont pas été noyées par les inondations. Pour la plupart, il s'agissait d'habitants de *favelas* situées sur des terrains en pente, victimes de l'effondrement de leur maison à la suite de glissements de terrain et de coulées de boue. Le cas le plus dramatique a eu lieu à Niteroi, une ville de 500 000 habitants située de l'autre côté de la baie de Rio, où une rue entière, avec une cinquantaine de maisons, deux crèches, une église évangélique, une pizzeria, a dévalé sur 600 m, ensevelissant plusieurs dizaines d'habitants. Le lieu (Morro do Bumba) avait été jusqu'au début des années 1980 une décharge à ciel ouvert, recouverte ensuite d'une couche de terre, et progressivement occupée par des maisons, sans que la mairie s'en inquiète. Avec les pluies, le sol gorgé d'eau est devenu instable, et en pleine nuit, une avalanche de boue a tout emporté sur son passage.

Au-delà du drame, ce sont cependant des questions de politique urbaine et de politique tout court qui sont directement posées. Le maire de Rio a annoncé sa volonté d'éliminer entièrement les habitations du Morro dos Prazeres (littéralement, Mont des plaisirs), vaste favela (comptant plus de 1000 familles) dans le pittoresque quartier de Santa Tereza, s'étageant sur les collines qui dominant le centre de la ville. Un glissement de terrain a en effet enseveli une partie du Morro dos Prazeres, faisant au moins 20 morts, et le maire affirme que c'est l'ensemble du morro, occupé depuis les années 1930, qui est « à risque », alors même que dans le passé avaient été réalisés des travaux d'urbanisation et de contention. Il a proclamé l'état d'urgence, autorisant les services municipaux à rentrer dans les habitations des zones à risque et à en retirer les habitants, en faisant appel si nécessaire à la police. La mairie a commencé à déplacer la population de huit favelas, soit près de 4 000 familles au total, en promettant de les reloger grâce à des programmes financés par l'État fédéral.

Divers organes de presse accusent les pouvoirs politiques d'inaction, et même d'avoir favorisé, par des politiques démagogiques d'urbanisation, le maintien des favelas, au lieu de mener une action énergique d'expulsion des habitants. Réaliser des travaux d'amélioration (en asphaltant les rues ou réalisant des travaux d'assainissement), n'aurait fait que rendre les favelas plus attractives, et donc contribué à leur croissance désordonnée. Le principal quotidien (conservateur) de Rio, *O Globo*, dénonce sans relâche la « favelisation » de la ville, c'est-à-dire à la fois la croissance démographique des favelas (au moins un million d'habitants sur les 6 millions de la ville de Rio) et leur expansion physique², qui menacerait l'environnement. Ces mises en cause des autorités locales s'inscrivent sur fond de pré-campagne électorale, avec l'élection dans six mois du président de la République, des gouverneurs des États, des députés et des deux-tiers du Sénat.

Dans un cas tel que celui du morro do Bumba, il est difficile de contester l'incurie des autorités municipales de Niteroi, alors même que des rapports avaient établi le fort risque de glissement de terrain sur cette ancienne décharge publique. Cependant, ces discours ne sont pas toujours dépourvus d'arrière-pensées, qui s'inscrivent à la fois dans un contexte immédiat préélectoral et dans un débat plus que séculaire sur la place des favelas dans l'agglomération de Rio.

Alors que dans d'autres villes brésiliennes, les processus de ségrégation spatiale entre riches et pauvres assurent une « distance de sécurité », la géographie³ particulière de Rio, avec la présence de *morros* (collines escarpées) au cœur de la ville, rend ici la question de la favela particulièrement sensible pour les *cariocas* (habitants de Rio). En effet, on a comme deux univers, entrelacés et interdépendants, et en même temps partiellement imperméables. Le terme de *favela* (et, plus encore, celui de *favelado* pour désigner les habitants), est connoté négativement. Ceux qui y habitent parlent plus volontiers de *comunidade* (communauté), terme qui insiste sur les liens sociaux entre les habitants, ou de *morro*, qui renvoie au relief de colline à forte pente. Plus précisément, ils opposent le monde du *morro* (des collines) et celui de la rue (*asfalto*) c'est-à-dire la ville urbanisée. Les deux univers sont en fait largement interdépendants, mais de façon asymétrique. Si le plus grand nombre de ceux qui habitent le

² D'après l'Institut Pereira Passos (qui dépend de la municipalité de de Rio de Janeiro), de 1999 à 2008, la superficie des favelas dans la commune a augmenté d'environ trois millions de mètres carrés.

³ Voir : http://www.memoireonline.com/11/09/2903/m_Solto-na-cidade-uruguaiana5.html

morro travaillent dans le monde de l'*asfalto* (et, pour nombre d'entre eux, au sein même de l'espace domestique des classes moyennes et supérieures), le monde du *morro* reste inconnu et peu accessible à la plupart de ceux qui vivent dans l'*asfalto*. Pour entrer dans le *morro*, il faut y être invité ou accompagné. Ce caractère fermé du *morro*, conjugué à sa proximité spatiale, en fait, une source d'inquiétude pour les populations plus aisées.

La crainte de la « favelisation »

Les messages laissés par les internautes sur le site du quotidien *O Globo* consacré à la favelisation (<http://www.doisgritando.com.br/Assunto/24/favelizacao>), donnent une idée du mélange de peur et d'exaspération que nourrissent nombre de *cariocas* des classes moyennes et supérieures envers les favelas. Un lecteur écrit ainsi le 9 avril :

« La favela est un crime contre l'environnement, moral, financier, social. Elle intéresse seulement les politiciens malhonnêtes, les pasteurs évangéliques, les trafiquants et les bandits en général. De plus en plus, les gens honnêtes et sérieux s'en vont vers São Paulo. »

Il martèle en lettres majuscules son vœu : DEPLACEMENT AMPLE, GENERAL ET SANS RESTRICTION DES FAVELAS, IMMEDIATEMENT !

Une autre internaute s'insurge contre les politiques d'aide à la favela : « Appeler la favela « Communauté », faire des AMELIORATIONS et se refuser à DEPLACER ces personnes qui se sont installées dans des zones de risque constitue un acte criminel et irresponsable. (...) S'ils se refusent à partir, nous ne pouvons pas destiner des ressources pour maintenir ce chaos dans la ville. [Il faut les] ENLEVER IMMEDIATEMENT. »

On retrouve des messages d'un ton à peine moins virulent dans le courrier des lecteurs publiés par le journal, mais aussi dans des éditoriaux ou articles d'opinion, ce qui indique que de telles opinions sont considérées comme légitimes⁴.

Alors que pour beaucoup de touristes étrangers les favelas descendant des collines font partie du pittoresque de Rio, le monde de l'*asfalto* y voit l'incarnation de la laideur, du crime et du désordre.

Si l'on prend un peu de distance, ce qui est frappant, c'est la continuité entre ces formulations actuelles et d'autres bien plus anciennes⁵. Ainsi, en 1926, un promoteur immobilier lance au Rotary club de Rio une campagne visant à raser les favelas, mêlant les registres de l'esthétique, de l'hygiénisme social et de l'urbanisme. Il exige un « arrêt

⁴ Dans son numéro du 14 avril, l'hebdomadaire d'information *Veja* fait sa couverture sur une image du Christ du Corcovado en pleurs, en titrant « Les morts de Rio de Janeiro (...) sont les victimes de la politique criminelle de donner des cabanes en échange de votes ».

⁵ La sociologue Licia Valladares a analysé le caractère récurrent des stéréotypes sur la favela dans un livre très suggestif, *La favela d'un siècle à l'autre*. Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2006.

immédiat, en établissant une barrière prophylactique contre l'infestation conquérante des belles montagnes de Rio de Janeiro par le fléau des favelas », dénonçant la « lèpre esthétique qui (...) se répand de toute part, emplissant de saleté et de misère de préférence les quartiers neufs et où la nature a été la plus prodigue de beauté ».

En 1948, le journaliste Carlos Lacerda lance une campagne de presse sous le slogan de « bataille de Rio » contre les favelas, « réservoirs de germes », dont il demande l'éradication et leur remplacement par des « habitations hygiéniques dans des centres urbanisés ». Il mettra ce programme en place quand il sera gouverneur de l'État de Rio dans les années 1960, avec une politique de destruction de *favelas*, surtout dans la Zone Sud de Rio, où se concentraient les classes moyennes et supérieures, laissant ainsi le champ libre pour leur remplacement par des immeubles luxueux. Ces programmes prévoyaient le transfert forcé de leurs populations dans des zones de périphérie lointaine. Ainsi, les habitants de 23 favelas ont été rassemblés dans une ville nouvelle, la « Cité de Dieu », devenue un des lieux les plus violents de la métropole, rendue fameuse par le film du même nom. Cette politique de « déplacement » était soutenue par la dictature militaire. Au milieu des années 1970, près de 140 000 habitants avaient été retirés d'environ 90 favelas et déplacés vers la périphérie⁶. Un certain nombre d'entre eux sont revenus par la suite occuper les *morros*, en particulier du fait des temps de transport considérables jusqu'aux lieux de travail.

La « consolidation » des favelas et l'investissement dans les maisons

Au début des années 1980, avec la re-démocratisation du Brésil, Leonel Brizola, le gouverneur de l'État de Rio, qui s'appuyait sur le vote des couches populaires, notamment dans les *favelas*, initia d'importants programmes d'urbanisation (accès à l'électricité, raccord au système de distribution d'eau et d'égouts, etc.) et d'éducation pour les pauvres, tout en reconnaissant l'existence de droit des favelas, dont beaucoup étaient nées d'occupations irrégulières de terrains publics ou privés. Par la suite, l'État de Rio et la municipalité ont lancé des travaux de consolidation du terrain, notamment dans les années 1990 avec le programme *Favela-bairro*, dont le nom exprimait la volonté de transformer les favelas en « quartiers » de la ville.

⁶ Alba Zaluar et Marcos Alvito (dir.), *Um século de favela*. Rio de Janeiro, Fundação Getulio Vargas Editora, 1998.

Ces différents programmes ont permis l'émergence de ce que les chercheurs ont appelé la « favela consolidée ». Espace de précarité (dans la mesure où la menace d'une expulsion était toujours présente), la *favela* est alors devenue un espace de permanence et de relative sécurité résidentielle. Depuis la fin des années 1970, le mode de construction des maisons dans les favelas a radicalement changé.

L'image que les Européens ont des « favelas » de Rio est souvent associée au terme trompeur de « bidonville ». On imagine des cabanes de planche au toit de zinc, telles qu'on les voit dans le film de Marcel Camus, *Orfeu Negro* (Palme d'or au festival de Cannes en 1959), qui transposait l'histoire d'Orphée et d'Eurydice dans le morro de Babilônia, jouissant d'une vue sur les paysages sublimes de la baie de Rio, au moment du carnaval. La favela d'aujourd'hui ne correspond plus du tout à cette image⁷. D'après le recensement de 2000, 95% des habitations dans les favelas sont « en dur ». On y trouve des immeubles de plusieurs étages, des magasins, des bars, etc.

Loin du vieux stéréotype de « marginaux » désœuvrés ou criminels, la population qui habite les *morros* est très diversifiée. Sociologues et anthropologues ont mis en évidence la considérable hétérogénéité que dissimule le terme *favela* : à la fois entre les diverses favelas (par exemple entre les plus anciennes, urbanisées, et les occupations très récentes et précaires en périphérie) et au sein d'une même favela⁸. On y trouve certes des personnes sans emploi, ou survivant de petits métiers, mais aussi un nombre considérable de travailleurs, bénéficiant d'emplois plus ou moins stables : employées domestiques, ouvriers du bâtiment, mais aussi personnel médical ou paramédical (aides soignantes, infirmières, esthéticiennes), professeurs des écoles, employés du commerce ou de bureau, petits fonctionnaires, chauffeurs, etc. Toute la gamme des classes populaires cariocas est présente dans la favela.

⁷ La sociologue américaine Janice Perlman, qui avait enquêté dans les favelas de Rio à la fin de années 1960, a retrouvé plusieurs de ses enquêtés ou leurs enfants et revient sur trente ans de transformation des favelas dans « Marginality: From Myth to Reality in the Favelas of Rio de Janeiro, 1969–2002 », in, Ananya Roy et al., *Urban Informality : transnational perspectives from the Middle East, South Asia, and Latin America* (p. 105-146), Lexington books, 2004. Lien vers l'article en pdf : <http://www.dreamscanbefoundation.org/Reasearch%20Page%20Docs/perlmanmythtomarginality.pdf>

⁸ Voir notamment E. Prétéceille et L. Valladares, « Favela, favelas; unidade ou diversidade da favela carioca ». In L. C. Ribeiro de Queiroz *O Futuro das Metrôpoles; desigualdades e governabilidade*. Rio de Janeiro, Revan, FASE, 2000, pp.375-403.

Ce qui rend la situation actuelle particulièrement dramatique, c'est précisément que pour beaucoup d'habitants de *morros*, la maison qu'ils habitent est en quelque sorte l'œuvre de leur vie. Les maisons ne sont jamais construites d'un seul coup, mais progressivement, en cimentant le toit, en ajoutant un étage ou une pièce, au fur et à mesure des disponibilités financières et des besoins, accompagnant la croissance de la famille. Comme le disait un des interlocuteurs de l'anthropologue Mariana Cavalcanti, « dans la favela, une maison n'est jamais finie »⁹.

Cette phrase décrit bien des situations que je connais dans un des *morros* de Santa Tereza, occupé depuis le milieu des années 1980. Quand j'ai fait la connaissance d'une des familles, en 1992, les deux parents logeaient avec leurs deux filles alors enfants. Ils avaient déjà ajouté un second étage à leur maison. Progressivement, ils ont agrandi les constructions, empiétant sur ce qui était auparavant un jardin où poussaient bananiers et arbres divers. C'est le père, chauffeur de voiture, qui a tout fait lui-même, parfois avec l'aide de ses frères ouvriers du bâtiment, qui sont ses plus proches voisins. Aujourd'hui, la maisonnée comprend, outre les deux parents, leur fille aînée, son mari et leurs deux enfants, une tante. Ils ont ajouté une nouvelle chambre quand leur seconde fille s'est installée un temps chez eux avec son bébé, après une crise conjugale. Depuis les récentes pluies, cette chambre abrite le fils d'un premier mariage, venu s'abriter chez son père avec sa famille, après qu'il ait dû quitter sa maison menaçant de s'écrouler (ses voisins ont perdu deux jumelles dans l'effondrement de leur domicile), dans le morro où résidait toute sa belle-famille.

De nombreux témoignages des victimes recueillis par les journalistes insistent sur le caractère de drame familial des éboulements. Les survivants disent avoir perdu non seulement des membres de leur famille restreinte, mais aussi une grand-mère, une tante, des cousins, etc. Cela tient au fait que l'occupation des *morros* a souvent été réalisée par des groupes familiaux élargis. Au cours des années, les nouvelles unités familiales s'installent, en fonction de l'espace disponible dans le voisinage immédiat. Le groupe local, au moins à l'échelle de micro-quartiers, est souvent un groupe de sociabilité et de solidarité reposant sur des liens familiaux, amicaux et religieux.

⁹ Voir Mariana CAVALCANTI, « [Do Barraco à Casa: tempo, espaço e valor\(es\) em uma favela consolidada](#) ». *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, v. 24, p. 69-80, 2009

C'est cet ensemble d'investissements, à la fois financiers, sociaux, et affectifs, et la complexité du tissu social du *morro*, que ne prennent pas en compte les opérations de relogement décidées par les pouvoirs public. Si pour certains, qui souhaitaient pour diverses raisons quitter le morro, il s'agit d'une opportunité d'avoir accès à un logement populaire, d'autres sont dans le désarroi, pris entre la crainte d'un éboulement et l'attachement à un cadre de vie familial qui structure leur existence.

Alors que la politique des déplacements forcés semblait définitivement éloignée, garantissant aux habitants des *morros* une relative sécurité résidentielle, les dégâts causés par les pluies, et les mesures prises par les pouvoirs publics relancent la crainte de devoir quitter la maison. *O Globo* s'est félicité dans un éditorial (09/04/10) de la « fin du préjugé contre les déplacements », invitant les autorités à amplifier ce programme. Déclenchées par une situation d'urgence, ces mesures s'inscrivent sur fond d'une politique plus générale de reconquête de l'espace urbain.

À partir de la fin des années 1970, plusieurs *favelas*, en particulier du centre de Rio, du fait de leur proximité des centres de consommation de drogue et de leur accès souvent difficile, ont progressivement été investies par la criminalité organisée. Dans plusieurs d'entre elles, les gangs de trafiquants ont progressivement pris le contrôle de l'espace, la police n'entrant dans les favelas que sporadiquement, fortement armée (avec l'aide de blindés) et avec une grande violence, utilisant des techniques de « contre-guérilla urbaine » qui provoquent souvent des « victimes collatérales » parmi les habitants. Les confrontations violentes entre gangs, ou entre trafiquants et policiers, donnent lieu à des épisodes de guerre urbaine, tel le mitraillage spectaculaire de voitures ou d'hélicoptères de la police par les trafiquants, ou les exécutions de ceux-ci par les bataillons de choc de la police, toujours présentées dans les journaux comme « résultats d'échanges de tirs ».

Affirmant sa volonté de « réunir la ville divisée », le gouverneur de Rio, qui espère bien être réélu en 2010, a lancé l'an passé une politique de « pacification », marquée par l'implantation d'Unités de Police Pacificatrice (UPP) dans plusieurs favelas (essentiellement dans la Zona Sul), destinées à reprendre l'espace du *morro* aux trafiquants, tout en substituant aux comportements violents et corrompus de la police un mode d'action relevant d'une police de proximité s'efforçant de gagner la confiance de la population. Si elle semble plutôt bien

acceptée, cette politique de pacification participe d'une volonté de quadrillage (avec un policier pour 60 habitants) des couches populaires qui n'est pas sans ambiguïté.

Récemment, la mairie a signé un partenariat avec un fabricant hollandais de peinture, afin de repeindre dans des tons plus gais les favelas pacifiées, dans la perspective de rendre la ville plus présentable pour la Coupe du monde de 2014 et les Jeux Olympiques de 2016. Officiellement pour préserver des zones de forêt protégée de l'expansion irrégulière, des « murs de contention » ont été construits autour de certaines favelas, et des maisons rasées, le tout au nom de la défense de l'environnement. Aujourd'hui, c'est au titre de mesures de sécurité préventives que les habitants de plusieurs favelas « bénéficient » (selon le langage officiel) de mesures de déplacement et de relogement.

Les tragiques conséquences des pluies de Rio soulèvent ainsi des problèmes fort complexes, dont la solution est loin d'être évidente, notamment parce qu'ils mettent aux prises des points de vue divergents et des intérêts difficilement réconciliables : ceux des classes moyennes et supérieures, souhaitant mettre à l'écart les « classes dangereuses », ceux des ingénieurs et urbanistes promouvant des programmes de rénovation urbaine, ceux des hommes politiques cherchant à satisfaire des clientèles électorales diverses, ou encore ceux des habitants des *morros*, qui voient les espaces domestiques, pour lesquels ils ont souvent lutté pendant des années, soudainement fragilisés, à la fois physiquement, socialement et politiquement.

Publié dans laviedesidees.fr, 7 mai 2010

© laviedesidees.fr